



Chers camarades,

FO 44 se tient inconditionnellement du côté des travailleurs, des travailleuses et des peuples du monde entier, victimes de l'impérialisme et du colonialisme qui condamnent des millions d'hommes, de femmes et d'enfants à mourir de faim, de soif, de maladie, de la guerre : en Palestine, en Iran, au Liban, au Soudan, au Congo et ailleurs.

Les bombardements contre les peuples libanais et iraniens sont le résultat de l'impunité et de la complicité dont bénéficient les génocidaires Trump et Netanyahu à Gaza, qui entraînent l'ensemble de l'humanité dans le chaos.

Ces bombardements doivent cesser. Cette impunité doit cesser.

C'est la raison pour laquelle FO 44 a apporté son soutien à la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et des employés du Liban, qui a lancé un appel à la solidarité internationale.

C'est également la raison pour laquelle nous sommes partie prenante du meeting international contre la guerre le 20 juin prochain, à Londres, à l'initiative du mouvement ouvrier anglais, sur le mot d'ordre : « **Baissez les armes, augmentez les salaires ! Le bien-être, pas la guerre ! Des emplois, pas de conscription !** » ;

Et que nous vous invitons, dans ce cadre, à participer à la réunion publique qui se déroulera à Nantes le 1^{er} avril prochain, en présence de deux militants britanniques : John Rees, porte-parole de la coalition Stop The War, née du refus de la guerre en Irak, et Alex Gordon, syndicaliste cheminot.

Chers camarades,

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* », disait Jaurès. Il a été assassiné à la veille du déclenchement de la Première guerre mondiale par un militant d'extrême-droite, qui sera ensuite acquitté par la justice bourgeoise.

Nous devons plus que jamais combattre l'instrumentalisation politique et médiatique qui a été faite de la mort d'un militant néo-nazi à Lyon.

La cabale que subit aujourd'hui LFI – et ses conséquences concrètes comme la dégradation de nombre de ses locaux – menace toutes celles et ceux qui résistent à la politique de guerre et d'austérité du gouvernement Macron-Lecornu.

À Lyon, ce sont des locaux syndicaux de Solidaires et de la CGT qui ont été attaqués. À Rennes, ce sont des syndicalistes étudiants de l'Union Pirate qui font l'objet de menaces nominatives.

Cela est particulièrement inquiétant dans un contexte où Macron, minoritaire et rejeté de toutes parts dans le pays, veut imposer la militarisation de l'ensemble de la société, visant en particulier notre jeunesse ; dans un contexte où les 49-3, la censure et la répression d'État sont la norme de gouvernement (gilets jaunes, mouvement sur les retraites, Sainte-Soline, Bloquons tout et aujourd'hui encore contre celles et ceux qui dénoncent le génocide en Palestine...).

Alors soyons clairs entre nous : nous ne combattons pas l'extrême-droite sans mettre en échec la politique antisociale, raciste et liberticide de Macron et de ses alliés ;

- Sans nous battre, dans l'unité la plus large, pour l'abrogation des budgets d'austérité qui avalisent la retraite à 64 ans que nous avons combattue ; qui coupent 4 Mds € dans la santé, suppriment 4 000 postes d'enseignants, mais augmentent de 7 Mds € les budgets militaires ; ces budgets d'austérité qui augmentent les frais de scolarité pour les étudiants étrangers et durcissent encore les conditions d'accès à l'Aide médicale de l'État !
- Sans nous battre pour l'abrogation du « permis de tuer » instauré sous le quinquennat Hollande par le ministre Cazeneuve ; de la Loi sécurité globale ; de la Loi séparatisme, qui viole la laïcité pour en faire une idéologie au service de l'islamophobie d'État ; de la loi Darmanin et des circulaires Retailleau, auxquelles nous opposons la régularisation de tous les sans-papiers.
- Sans nous battre contre la marche à la guerre généralisée, notamment en nous retrouvant ce mercredi 18 mars, à midi, à Basse-Indre à l'occasion de la venue de Macron à Naval Group.

Chers camarades,

Vous avez peut-être en mémoire la phrase de la chanteuse états-unienne Billie Eilish, lors d'une cérémonie de remise de prix, qui avait pris position contre ICE, la police raciste de Trump, en disant : « *personne n'est illégal sur une terre volée* ».

Appliquons-la ici : « *personne n'est illégal sur une terre dont les richesses sont issues du pillage impérialiste, de l'exploitation capitaliste et des pires crimes coloniaux* ».

À bas les CRA ! À bas la guerre ! Et vive les revendications !